

HOMOSEXUALITÉ ET POLITIQUE DANS LE MONDE OCCIDENTAL

Place de l'homosexualité, raisons de l'affirmation d'une identité sexuelle
et éventuels effets pour la diplomatie et les relations internationales

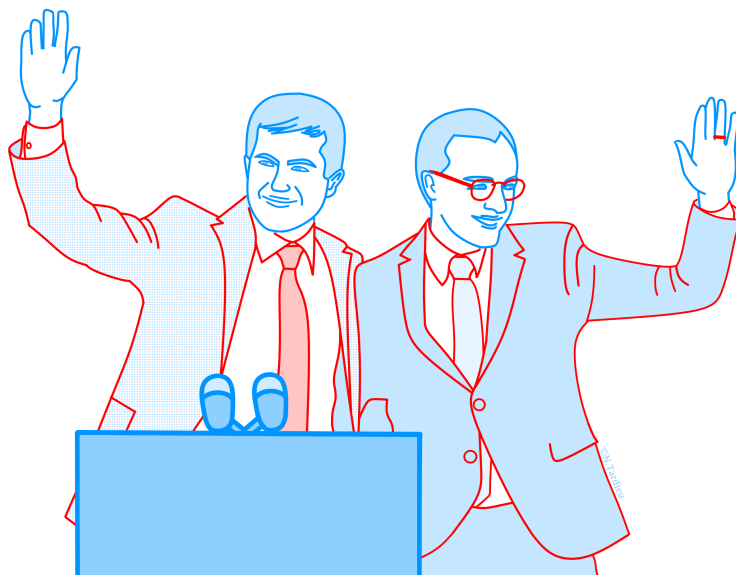


Illustration : Nato Tardieu

Josselin Chesnel - Institut du Genre en Géopolitique

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Citer cette publication : Josselin Chesnel, « Homosexualité et politique dans le monde occidental. Place de l'homosexualité, raisons de l'affirmation d'une identité sexuelle et éventuels effets pour la diplomatie et les relations internationales », Institut du Genre en Géopolitique, mai 2020.

© Tous droits réservés, Institut du Genre en Géopolitique, Paris, 2020

Sommaire

I - PROPOS INTRODUCTIF ET PRÉREQUIS	2
Définitions : homosexualité et monde occidental	2
Sociologie de l'homosexualité : l'affirmation comme geste politique	3
L'aspect communautaire : le vieux démon qui divise les personnes LGBT+	5
 II - PLACE DE LA VISIBILITÉ SEXUELLE EN POLITIQUE EN OCCIDENT	 7
Europe : état des lieux général de l'affirmation d'une identité sexuelle et de l'appréciation de l'égalité des droits	7
Des précédents importants en matière d'affirmation et de visibilité politiques	10
L'exemple du mariage pour les couples de même sexe	12
 III - L'ENGAGEMENT POLITIQUE LGBT+ : DES MOTIFS COMMUNAUTAIRES ?	 15
La permanence du défi de la visibilité au sein de sociétés de traditions	15
L'exemple tchéchène qui préoccupe les occidentaux	17
Entretiens : pistes de réflexion et prospective	18
Pierre Karleskind, eurodéputé français	18
Bruno Gonidou, délégué SOS Homophobie Bretagne	21
 BIBLIOGRAPHIE	 26

"I would hope that five, ten, one hundred, a thousand would rise. I would like to see every gay lawyer, every gay architect come out, stand up and let the world know. [...] I urge them to do that, urge them to come out. Only that way will we start to achieve our rights. [...]"

And if a bullet should enter my brain, let that bullet destroy every closet door."

Harvey Milk, 1978.

I - PROPOS INTRODUCTIF ET PRÉREQUIS

A. Définitions : homosexualité et monde occidental

Dès lors qu'il s'agit d'évoquer homosexualité et politique, visibilité homosexuelle en politique, ainsi que les incidences que l'appartenance sexuelle a pu, peut ou pourrait avoir sur la marche du monde, il paraît inconsistant d'omettre l'évocation de l'héritage de Harvey Milk, largement considéré comme le premier élu d'envergure ouvertement homosexuel en Occident. Il faut aller encore au-delà : pionnier de la visibilité minoritaire dans le domaine de l'action publique, ne pas évoquer sa mémoire, son combat, constituerait une vanité impardonnable : assassiné pour le succès qui fut le sien, qui doit émerger comme le nôtre, nous n'écrivons peut-être pas à ce sujet s'il n'avait pas existé. Le devoir de mémoire accompli, quel intérêt à l'étude de l'identité homosexuelle dans le monde politique occidental ? Qu'est-ce que cela peut-il vouloir signifier, le monde occidental ?

Concept géopolitique notamment inspiré des travaux du professeur états-unien Samuel Huntington relatifs au choc des civilisations, l'existence d'un monde occidental est fondée sur l'idée selon laquelle plusieurs nations sont communément héritières d'apports civilisationnels européens. Si la théorie dans son ensemble est sujette à de multiples controverses scientifiques, il est toutefois largement admis, aujourd'hui, qu'en sont issus les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États membres de l'Union européenne (UE) ainsi que leur voisinage direct (Islande, Norvège, Suisse...), soit une aire géographique d'approximativement un milliard d'individus dans le monde. Si le présent papier présente surtout le sujet de l'homosexualité et de celles et ceux qui s'en revendiquent dans le milieu politique, à savoir des individus attirés par les personnes du même sexe que le leur, il le fait dès à présent à travers l'acception généralement consacrée, à savoir qu'il

évoque les *personnes LGBT+* (lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et assimilés).

Ce papier, qui se veut transversal et multidisciplinaire, nécessite d'étudier des États aux chemins similaires quant à la place politique accordée aux minorités sexuelles en leur sein. Il paraîtrait judicieux d'opérer également une étude analogue relative à d'autres régions du monde.

Ainsi s'il ne nous appartient pas d'être exhaustifs, nous nous employons à dresser au mieux une certaine typologie politique des personnes LGBT+, ainsi que plusieurs des défis auxquels l'ensemble des sociétés occidentales sont confrontées à cet égard avant d'évoquer de potentielles pistes de réflexion supplémentaires.

B. Sociologie de l'homosexualité : l'affirmation comme geste politique

Il faut d'abord partir d'un constat : être homosexuel et l'affirmer, à peu près partout dans le monde occidental, demeure un combat. Si l'on entend et lit ainsi dire que tout va bien ou en tout cas mieux depuis la descente des forces de police new-yorkaises en 1969 dans le bar Stonewall Inn, événement fondateur pour la communauté gay¹ et son émergence, il faut écrire que si c'est en partie vrai, paradoxalement, rien n'est plus inexact. Il est ainsi à souligner qu'au sein de nos sociétés, les personnes LGBT+ demeurent encore fréquemment marginalisées et prises, *de facto*, en tenaille par des sociétés jugées hétéronormées² dans leurs chairs. Pour une meilleure compréhension des enjeux évoqués ici, on classifiera, au sein de la *communauté LGBT+*, concept que plusieurs personnes LGBT+ elles-mêmes ne consacrent justement pas, deux groupes et donc deux types de visions qui s'opposent quant au combat politique à mener : les *intégralistes* d'une part (le terme s'entend au sens où l'identité sexuelle serait vécue de manière englobante, et qualifierait donc l'intégralité de la vie de l'individu qui s'en réclame), les *universalistes* d'autre part (eux réclament le droit à l'indifférence et sont les tenants de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : ils envisagent leur émancipation à travers l'égalité parfaite des droits de toutes et de tous les citoyens d'une seule et même nation). De temps à autres, les deux se confondent.

¹ Terme qu'on utilise dans le présent papier sous la forme de "communauté LGBT+" afin d'évoquer le mouvement des personnes LGBT+ dans sa globalité.

² L'hétéronormativité, ou la norme sociale de l'hétérosexualité.

Ainsi, pour les *intégralistes* tenants de l'affirmation de l'identité sexuelle en politique, au-delà du contexte sociétal s'est insinuée une volonté des pouvoirs publics, une velléité vécue comme fascisante, celle d'exercer une pression certaine sur l'ensemble des minorités. C'est en ce sens qu'affirmer une différence et s'employer à protéger le droit à la différence et à l'émancipation individuelle, bien davantage que le droit à l'indifférence, prévaut alors. Le personnel politique LGBT+ plus *universaliste*, lui, défend et réclame ce droit à l'indifférence, puisqu'il n'envisage son émancipation qu'à travers la seule égalité parfaite des droits, et n'inscrit ainsi que peu son mouvement dans le sillon de l'héritage des premiers. C'est en effet quelque chose, dans ce cadre conceptuel, qu'il nous faut affirmer : pour les défenseurs du droit à la différence, les *universalistes* en question sont surtout ces individus que la communauté LGBT+ qualifie fréquemment de *hors milieu*³, et désireraient donc une dissimulation plutôt qu'une affirmation de leur identité sexuelle, une image sage et policée de l'homosexualité, l'invisibilité, l'assimilation au commun hétérosexuel plutôt que l'assertion des différences comme richesse sociétale. C'est ainsi de moins en moins le cas de bien des individus LGBT+, qui s'engagent politiquement et ne souhaitent pas donner le sentiment de s'en excuser. Plusieurs questions paraissent dès lors traverser l'esprit de l'ensemble de ces personnes LGBT+ qui s'engagent et font de leur identité sexuelle un étendard politique : pour quelles raisons la discrimination publique et la haine homophobe existent-elles et pourquoi demeurent-elles ? Comment, politiquement, les contrer ?

De temps à autres donc, ces deux courants de la communauté LGBT+ se rejoignent néanmoins. Ainsi au sein de nos sociétés occidentales, au cours des diverses campagnes électorales et dès lors qu'y sont prononcées des paroles perçues comme humiliantes et/ou insultantes à l'égard des personnes LGBT+, le point de vue du personnel politique LGBT+ semble assez unanimement partagé : ignorer serait cautionner. Ne pas s'élever, s'indigner ou s'opposer reviendrait à donner un consentement tacite. En effet de part et d'autre de nos sociétés occidentales, le personnel politique LGBT+ s'exprime et s'élève pour défendre l'héritage de lois souvent récentes, textes législatifs qu'il considère largement comme des victoires culturelles obtenues par le biais de la nécessaire confrontation démocratique

³ A savoir l'ensemble des personnes LGBT+ ne fréquentant ni les lieux ni les événements de ladite communauté LGBT+ et ne militant pas ouvertement pour l'affirmation de leur sexualité.

lorsqu'il s'agit de gagner des combats de la sorte⁴. Ce personnel politique LGBT+ occidental affirme donc souvent sa défense d'une certaine idée de l'égalité entre les citoyens.

C'est la défense de droits acquis et la bataille en faveur de droits futurs qui motivent notamment l'ensemble des personnes LGBT+ qui s'engagent en politique, ce qui guide en partie leur action à l'égard des citoyens de leurs États respectifs. C'est aussi une question d'accomplissement : ainsi lorsque Bertrand Delanoë, candidat pour la première fois à la mairie de Paris en 2001, *sort du placard* trois ans plus tôt, devenant ainsi la première personnalité politique française d'envergure à le faire, et remporte la bataille électorale en dépit de tout, c'est la démonstration faite aux personnes LGBT+ de France, mais aussi au-delà, qu'il est possible de réussir quand on est ouvertement homosexuel. Élu à la tête de la capitale d'un pays occidental, c'est alors un événement politique si rare qu'il est encore aujourd'hui mentionné comme une phase essentielle de l'émancipation et de la visibilité politiques des personnes LGBT+ dans le monde⁵. Ainsi, en avril 2019 est élue à la tête de la ville de Chicago, troisième ville des États-Unis, Lori Lightfoot, ouvertement homosexuelle. Un précédent encore plus frappant a lieu en 1999 en Nouvelle-Zélande, lorsque Georgina Beyer devient la première femme ouvertement transgenre au monde à être élue députée.

C. L'aspect communautaire : le vieux démon qui divise les personnes LGBT+

Si d'aucuns s'emploient parfois à dire de la démarche politique des personnes LGBT+ qu'elle est intégriste, au sens où elle serait intransigente à l'égard des individus hétérosexuels, il serait en fait plus exact de la qualifier d'*intégraliste*, comme susdit. Le concept de communauté LGBT+ est bien sûr directement issu de

⁴ On peut donner l'exemple de la France, au cours de la campagne présidentielle de 2017 durant laquelle le candidat depuis devenu président de la République indique alors que, selon lui, les débats sur le *mariage pour tous* des années 2012 et 2013 ainsi que la pratique du pouvoir d'alors ont humilié les militants de la *Manif pour tous*, opposés au texte de loi. Ces propos provoquent alors une certaine clameur de protestations auprès de plusieurs représentants politiques français ouvertement homosexuels.

⁵ C'est même alors d'autant plus symboliquement puissant que, lors d'un événement public au cours de l'année 2002, le même Bertrand Delanoë fut poignardé par un individu qui avait justifié son geste parce qu'il "[n'aimait] pas les hommes politiques, particulièrement les homosexuels."

ladite perception. Ainsi l'individu politique ouvertement LGBT+ inscrit parfois son action dans un cadre clairement communautaire mais sert de la sorte, en tout cas selon lui, le bien commun. Selon cette conception de l'action publique, servir l'avancée des droits de ceux qui en ont moins, c'est servir l'État ou la collectivité que l'on représente, ainsi que l'image de cette entité auprès des citoyens et dans le reste du monde. Ainsi c'est ce qui guide alors en partie l'action des gouvernements occidentaux qui s'orientent en la faveur de meilleurs droits pour les minorités sexuelles, depuis le début du siècle, au prix de longues et difficiles discussions politiques, mais au nom de la consécration de l'idée de la défense des minorités pour permettre une meilleure citoyenneté de toutes et de tous.

Dès lors pour le personnel politique LGBT+, la question de la nécessité communautaire se justifie fréquemment. Dans des sociétés aux systèmes éducationnels largement considérés inégalitaires et créant ici et là des formes de frustrations inextinguibles, il s'agit en effet pour ledit personnel politique LGBT+ de croire qu'il ne tient qu'aux personnes LGBT+, *in fine*, de tenter d'y remédier. Par ailleurs, nombreux sont celles et ceux - non par défaitisme mais afin d'appuyer la nécessité du combat qui les lie au sein de ladite communauté LGBT+ -, à souligner combien l'aboutissement à des sociétés uniformément instruites quant aux minorités sexuelles et à leurs droits, dont les populations seraient respectueuses de la loi à ces égards, est une limite qu'ils jugent inaccessible dans le temps. D'ici là, s'exprimer, permettre et jauger les avancées ne saurait donc s'entreprendre sans engagement individuel des personnes LGBT+ pour le commun.

S'il demeure donc un problème évident de perception, ici et là, à ce que deux hommes ou deux femmes puissent s'aimer et s'accompagner, il n'est ni question que les personnes LGBT+ cessent de s'aimer ou de s'accompagner, ni qu'elles se taisent. Les hommes et les femmes LGBT+ qui, ici et là au sein de nos démocraties occidentales, s'engagent en politique, n'ignorent rien de tout cela. Cette dimension communautaire et son essor semblent expliquer ainsi, et assez intelligiblement, le revirement opéré au début des années 2000 par le maire de Paris, Bertrand Delanoë. En effet, alors qu'il était ouvertement favorable au Pacs (Pacte civil de solidarité) à la fin des années 1990, il était pour autant alors tout aussi clairement opposé à l'idée du mariage entre couples de même sexe, au nom de la lutte contre le communautarisme LGBT+. Au nom donc de la dimension communautaire, dans laquelle il choisit finalement de s'inscrire comme nécessité de combat, mais qu'il réfute comme forme de communautarisme séparatiste, il se déclare favorable au mariage pour tous dès le début de son mandat de maire de la ville de Paris.

C'est donc animées par une vision émancipatrice des personnes LGBT+ que ces personnalités politiques LGBT+ occidentales affirment, de part et d'autres, leurs orientations sexuelles respectives, charpentant ainsi en partie les décisions qu'ils et elles sont et seront amenés à prendre au quotidien. Cela a-t-il pour autant une influence sur les relations diplomatiques et internationales, d'autant plus quand être homosexuel est aujourd'hui un crime puni de détention ou de peine de mort dans plus de soixante-dix pays ?

II - PLACE DE LA VISIBILITÉ SEXUELLE EN POLITIQUE EN OCCIDENT

A. Europe : état des lieux général de l’affirmation d’une identité sexuelle et de l’appréciation de l’égalité des droits

Si les sociétés occidentales peuvent sembler paisibles aux yeux du monde non occidental, elles paraissent d’ordinaire brutales pour le personnel politique LGBT+ qui en est issu. Cependant, peut-on dire de celles-ci qu’elles sont intolérantes ? Lorsqu’il s’agit d’évoquer les personnes LGBT+ et la place qui leur est accordée dans la cité, on l’a vu, ce sont plusieurs visions politiques de la visibilité sexuelle qui se manifestent. Ainsi et à titre d’illustration, au cours de chaque campagne électorale ou presque qui a lieu quelque part en Occident, il s’agit pour les personnes LGBT+ engagées de soulever tout ce qui relève de la discrimination à l’égard des minorités. Au sein des différentes sociétés occidentales, la dimension militante de la communauté LGBT+ est ainsi singulièrement prégnante. Il nous est possible d’éclaircir ce point en nous contentant de mentionner le cas de Robert Biedroń, député-maire puis eurodéputé polonais ouvertement homosexuel, fervent militant des droits des personnes LGBT+ et candidat de la coalition des partis de gauche à l’élection présidentielle de 2020. Ce dernier a ainsi, et à plusieurs reprises, fait savoir combien il lui semblait crucial d’affirmer son identité sexuelle et de la brandir comme une arme politique alors que plusieurs collectivités territoriales de Pologne, au cours de l’année 2019, déclaraient des “zones libres de toute idéologie LGBT+” (presque une centaine) et que le pouvoir central était lui-même engagé dans une logique similaire de discrimination à l’égard des personnes LGBT+.

Cet aspect militant explicite en partie les raisons pour lesquelles de plus en plus de représentants du personnel politique LGBT+ occidental croient que la notion de tolérance est en fait, au mieux, inadaptée. L’homosexualité n’a pas selon eux, en effet, à être tolérée, mais doit s’exprimer librement : pas à la marge, pas sagement, pas par intermittence. Pour d’autres personnes LGBT+, qui parfois se confondent avec les premières, elle doit devenir si banale, même si courante, qu’elle doit passer inaperçue, à l’image de l’hétérosexualité. Ce qui est avancé, c’est que personne ne devrait avoir à sortir du placard, car c’est calomnier que le fait d’aimer quelqu’un du même sexe que le sien est au mieux un vice, au pire une maladie. Désépaississons le propos à l’aide de l’outil statistique, en opérant l’étude des données fournies par l’ILGA Europe (*European Region of the International Lesbian and Gay Association*), à

savoir la section européenne de cette association internationale. En lien étroit avec l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, elle établit annuellement le classement de quarante-neuf États du Vieux Continent quant à l'égalité juridique des personnes LGBT+ vis-à-vis des autres citoyens. Ainsi entre 2012 et 2017, tandis que la France et son gouvernement s'engageaient plus qu'à son habitude en faveur des droits des personnes LGBT+, la France passait de la vingt-troisième à la cinquième place du classement de l'ILGA Europe. En dépit de ces bons résultats, et en partie du fait de l'absence d'avancées conséquentes en matière de droits des minorités LGBT+ depuis, la France était neuvième en 2019, tandis que la République de Malte était très distinctement à la première place, suivie de la Belgique et du Luxembourg, qui ont par ailleurs respectivement eu et ont encore à leur tête un chef de gouvernement ouvertement homosexuel⁶.

L'Irlande et la Serbie, qui ont également à leur tête des dirigeants ouvertement LGBT+⁷, sont respectivement à la dix-huitième et à la trentième place. Ce dernier point doit être souligné : si l'affirmation d'une identité sexuelle en politique internationale n'a pas *ipso facto* un impact important, cela a indéniablement une certaine influence sur les perceptions des populations, la République d'Irlande étant une nation considérablement catholique et conservatrice et la société serbe demeurant vivement influencée par le poids de la tradition religieuse⁸. Ainsi, l'Irlande se situe à un niveau d'égalité juridique entre citoyens hétérosexuels et LGBT+ très similaire à celui de l'Allemagne ou de l'Islande, qui sont respectivement seizième et dix-neuvième, et bien plus avancé que celui d'États comme l'est la Suisse, qui est vingt-huitième. La Serbie, elle, se situe à un niveau similaire à celui de la Suisse justement, mais aussi à celui de la Tchéquie, État membre de l'UE et trente-et-unième. Enfin la Serbie demeure largement plus avancée en matière d'égalité des droits que, par exemple, la Lituanie, Chypre, l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne ou encore la Lettonie, qui sont tous États membres de l'UE et se situent à la fin dudit classement, ce qui indique combien l'appartenance à l'ensemble européen

⁶ Le Premier ministre Elio Di Rupo en Belgique de 2011 à 2014, qui fut par ailleurs le premier chef de gouvernement ouvertement homosexuel au sein de l'UE ; et le Premier ministre Xavier Bettel au Luxembourg depuis 2013.

⁷ A savoir, respectivement, Leo Varadkar (élu depuis 2017) et Ana Brnabić (élue depuis 2017 également).

⁸ Ce sont 90 % des habitants d'Irlande comme de Serbie qui se déclarent effectivement croyants.

n'implique pas une quelconque contrainte d'ordre juridique et communautaire en matière d'égalité des droits.

Aussi, affirmons-le : l'apport de droits civiques nouveaux aux homosexuels ne signifie pas pour autant que ceux-ci se sentent plus à l'aise dans la société. En effet chaque année, un grand sondage sur la situation des personnes LGBT+ est mené dans l'ensemble des États membres de l'UE. A la question relative à l'inquiétude née de tenir la main de sa compagne ou de son compagnon dans la rue, c'est ainsi approximativement la moitié des citoyens de l'UE ayant participé au sondage qui confirme annuellement une vive inquiétude. Si cette inquiétude varie selon les pays, on peut faire mention de deux cas. Le premier est celui des États d'Europe centrale et de l'Est, où les écarts sont parfois conséquents. Ainsi, tandis que les Slovènes étaient 53 % en 2012 à exprimer se sentir discriminés ou harcelés en raison de leur orientation sexuelle, les Croates étaient 60 % à exprimer le même sentiment, soit le deuxième pays le plus inquiet à cet égard au sein de l'UE après la Lituanie. C'est en partie lié aux histoires contemporaines respectives. En effet, la Slovénie s'est ouverte rapidement à l'ouest après la guerre d'indépendance de 1991, désireuse d'intégrer rapidement l'ensemble européen, au point d'en devenir membre dès 2004, devenant ainsi le premier État des Balkans à le faire. La Croatie, pourtant indépendante le même jour de la même année, a mis plus de temps à intégrer l'UE : non seulement parce qu'elle n'y était pas prête vis-à-vis des exigences de cette dernière, mais aussi par manque d'une volonté exprimée aussi largement qu'au sein de la Slovénie voisine. Elle intègre l'UE en 2013, et est encore à ce jour le dernier État à avoir rejoint l'ensemble européen. Cette étude de l'année 2012 est d'autant plus intéressante s'il s'agissait d'évoquer le cas de la France, où les Français étaient 41 % à exprimer se sentir discriminés ou harcelés en raison de leur orientation sexuelle, ce qui peut paraître élevé pour un pays d'Europe de l'Ouest. La meilleure explication à ce pourcentage national réside sans doute dans la période des débats relatifs au mariage pour tous dont le pays faisait alors l'expérience, période au cours de laquelle les tensions entre la *Manif pour tous*⁹ et les personnes LGBT+ pro *mariage pour tous* ainsi que les frictions entre représentants politiques de la majorité et de l'opposition étaient nombreuses. Par conséquent, il s'agit de comprendre combien il n'est pas automatique que les pays qui s'affichent fréquemment comme les plus avancés politiquement en matière de libertés individuelles soient

⁹ A savoir le collectif politique et citoyen français le plus vivement opposé à la loi relative à l'ouverture du droit au mariage aux couples de personnes de même sexe.

effectivement les plus ouverts socialement à l'égard de la thématique des droits LGBT+.

B. Des précédents importants en matière d'affirmation et de visibilité politiques

En Occident, on peut énumérer les précédents qui démontrent adroitement le rôle joué par l'homosexualité ainsi que par les leaders LGBT+ qui la revendiquent, à la fois dans les relations interpersonnelles comme dans les relations diplomatiques mondiales. Afin d'illustrer le propos, l'évocation de quelques-uns suffit.

Ainsi soit-il de la Première ministre islandaise Johanna Sigurdardottir, au pouvoir de 2009 à 2013 et ouvertement homosexuelle, première cheffe de gouvernement en Europe à avoir épousé une personne du même sexe alors qu'elle était encore au pouvoir¹⁰. En 2011, elle est imitée par l'accession au pouvoir du nouveau Premier ministre belge d'alors, Elio Di Rupo. Une étape importante semble néanmoins franchie en 2013, lorsque Xavier Bettel devient le Premier ministre du Luxembourg. Ayant épousé son compagnon au cours de l'année 2015, quelques mois seulement après l'adoption de la loi relative au mariage pour les personnes de même sexe au sein du pays, il revendique depuis régulièrement son homosexualité ainsi que l'existence de son mari, Gauthier Destenay. Depuis, la presse internationale se fait régulièrement l'écho de la vie privée du couple. C'est notamment le cas lorsque Gauthier Destenay apparaît sur les photos officielles des différents sommets de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), depuis 2017, comme *Premier gentleman* parmi les *First ladies*. Si c'est un non-événement pour la majorité des observateurs internationaux, d'autres soulignent combien la photo officielle des conjointes et conjoints des chefs d'État et de gouvernement a le mérite de permettre une visibilité très accrue des personnes LGBT+. Ainsi dans les trois exemples susdits de chefs de gouvernement homosexuels, il s'agit davantage d'une forme de militantisme de l'affirmation de l'identité sexuelle et donc de la manifestation du droit à la différence que d'une formalité relevant d'un droit quelconque à l'indifférence, que revendiquent par exemple, et *a contrario*, les actuels chefs de gouvernement irlandais et serbe Leo Varadkar et Ana Brnabić. Ainsi, alors que le premier a souhaité préciser, au cours de l'année 2015, que son

¹⁰ Johanna Sigurdardottir épouse effectivement sa compagne au cours de l'année 2010, c'est-à-dire peu de temps après l'adoption de la loi relative au mariage pour les couples de même sexe.

orientation sexuelle ne le définissait pas, la seconde a simplement déclaré qu'elle n'accordait aucune forme d'importance à son orientation sexuelle, contrairement à "la capacité à aimer sa patrie et à travailler dans le plus grand intérêt de son pays."

De manière plus anecdotique mais afin de dire le degré d'influence que peut avoir le militantisme LGBT+ auprès des chefs d'État et de gouvernement hétérosexuels, un exemple français mérite d'être évoqué. En juin 2016, alors qu'il réagit à la tuerie homophobe d'Orlando en Floride aux États-Unis¹¹, qui crée un émoi certain au sein des communautés LGBT+ occidentales, le président François Hollande commet une erreur et fait écrire sur la page présidentielle française de ses réseaux sociaux numériques que "La tuerie homophobe d'Orlando a frappé [...] la liberté de choisir son orientation sexuelle et son mode de vie". Alerté de la maladresse de pareille formule, largement critiquée en ce qu'elle suggère que l'orientation sexuelle relève d'un choix, il se corrige et fait réécrire le lendemain : "La tuerie homophobe d'Orlando a frappé l'Amérique et la liberté : la liberté de vivre son orientation sexuelle et de choisir son mode de vie", ce qui est alors assez largement félicité en dépit de l'impair initial. Agissant de la sorte, le président de la République française répond alors à une demande largement communautaire, qui craint que son combat ne s'améliore pas du fait des très majoritaires représentants politiques masculins et hétérosexuels au pouvoir dans le monde. Ainsi pour les personnes LGBT+ qu'on a appelées *intégralistes* dans ce papier, partisans de la présence d'un personnel politique LGBT+, il s'agit, par le biais de ladite présence, de ne pas laisser le pouvoir aux seuls hommes hétérosexuels. C'est d'autant plus exact que ceux-ci leur paraissent également capables de la saillie la plus violente, à l'image de ce dont sont régulièrement accusés des leaders comme Donald Trump aux États-Unis ou Jair Bolsonaro au Brésil. Si l'on part effectivement du principe selon lequel un chef d'État donne le ton à la société qui l'a élu, la représentation mentale qui y est faite des personnes LGBT+ peut être terrible. Lorsque Jair Bolsonaro fait écrire sur sa page Facebook, le 29 avril dernier, que l'Organisation mondiale de la santé a pour politique en matière d'éducation des jeunes enfants le "plaisir à toucher son corps", "la masturbation", "l'homosexualité" et la "première expérience sexuelle", cela exalte quasiment *ipso facto* les anti LGBT+ dans leurs propos et dans leurs gestes,

¹¹ Au sein de la boîte de nuit *Pulse*, quarante-neuf personnes sont assassinées et cinquante-trois sont blessées par le terroriste déséquilibré Omar Mateen.

même si ledit message a rapidement été supprimé¹². A cet égard particulier, les *universalistes* rejoignent les *intégralistes* : moins on comprend les personnes LGBT+ plus elles seront marginalisées, ce que la communauté LGBT+ dans son ensemble paraît se refuser d'admettre. Globalement partout dans le monde occidental, les personnes LGBT+ engagées en politique craignent en fait toujours l'héritage de sociétés européennes inégalitaires et brutales pour les consciences.

En sus, le même président Hollande frôle l'incident diplomatique avec le Saint-Siège, en 2015, alors qu'il y nomme ambassadeur Laurent Stefanini, diplomate français ouvertement homosexuel. Face à la contestation des autorités vaticanes, le poste d'ambassadeur de France reste vacant pendant plus d'un an. Pour les personnes LGBT+ engagées politiquement au sein des sociétés occidentales, d'autant plus quand elles tentent d'influencer la décision politique et/ou diplomatique, il paraît alors net que la cause ne sera jamais sujette à une quelconque forme de consensus, mais bien toujours de dissensus. Dès lors, une partie d'entre elles considère comme des opposants politiques celles et ceux qui prônent, d'une façon ou d'une autre, l'exclusion des personnes LGBT+ et l'intolérance à l'égard de leur existence et de l'exercice de leurs droits.

C. L'exemple du mariage pour les couples de même sexe

Si une frange de la communauté LGBT+ occidentale pense volontiers du combat pour le droit de pouvoir se marier qu'il est une lutte bourgeoise, l'autre pense à l'inverse qu'il s'agit là d'une bataille pour une égalité des droits pure, au sens de celle qui puisse, juridiquement, donner le choix aux personnes LGBT+ de se marier ou non. Dans le monde occidental, ici et là, il apparaît clairement qu'il s'agit d'un combat politique de plus en plus victorieux pour la communauté. Les Pays-Bas, au cours de l'année 2001, deviennent ainsi le premier pays à légaliser le mariage entre personnes de même sexe. Ils sont suivis des États suivants : la Belgique en 2003, l'Espagne et le Canada en 2005, la Norvège et la Suède en 2009, le Portugal et l'Islande en 2010, le Danemark en 2012, la France et la Nouvelle-Zélande en 2013, le Royaume-Uni en 2014, le Luxembourg, les États-Unis et l'Irlande en 2015, la

¹² Propos repris de l'espagnol sur le site d'information argentin *Infobae*, disponible sur https://www.infobae.com/america/america-latina/2020/04/30/jair-bolsonaro-dijo-que-la-organizacion-mundial-de-la-salud-incentiva-la-masturbacion-y-la-homosexualidad-entre-n-i-n-o-s/?fbclid=IwAR1-525F0TQoWWj1pvuSTSeOEXm_uZP2AX8DnaT_TDzdIARtFpeyzXRgRjg.

Finlande, Malte, l'Allemagne et l'Australie en 2017, et l'Autriche en 2019, soit vingt des vingt-huit États du monde à autoriser le mariage entre couples de même sexe.

Lors des différents débats sociétaux relatifs au mariage entre couples du même sexe ayant eu lieu au cours de ces dernières années en Occident, il est fréquent que les gouvernements désireux d'instituer pareilles législations, ainsi que les personnes LGBT+ désireuses de pouvoir avoir accès à ce droit, aient été accusés par les plus conservateurs d'avoir porté un "projet machiavélique". Il est même arrivé que ces mêmes opposants aient comparé les compagnes et compagnons des unes et des uns à des animaux, les couples LGBT+ aimants à des détraqués affectifs. D'aucuns ont également affirmé que la bataille pour l'avancée des droits des personnes LGBT+ n'était pas importante au motif que la lutte contre le chômage l'était plus, et ont répété que les personnes LGBT+ défaisaient l'ordre du monde, au point même de les comparer, elles et leurs enfants, à des "terroristes en puissance"¹³.

Aussi et, paradoxalement quelque part, au sein de plusieurs États membres de l'UE, on entendait et lisait celles et ceux issus de l'ultragauche dire combien les gouvernements engagés pour l'égalité des droits avaient *donné* le mariage aux personnes LGBT+. Mais pour les défenseurs de la loi, c'est une erreur d'appréciation : on ne *donne* certainement pas le mariage aux personnes LGBT+, on se bat pour pouvoir offrir à tous les couples la possibilité de se marier s'ils entendent leur union ainsi. C'est ce qui explique que dans plusieurs pays, comme c'était le cas en France, il ne s'agissait en fait pas du mariage gay mais, comme son nom semblait vouloir l'indiquer, du *mariage pour tous*. Pour les personnes LGBT+ engagées, les combats législatifs comme le droit au mariage sont toujours des démonstrations du nécessaire rapport de force à opérer auprès des décideurs hétérosexuels. A chaque adoption d'un texte législatif allant dans le sens des droits des minorités sexuelles, ce n'est ainsi pas selon elles la société qui s'écroule, mais bien une certaine conception traditionaliste de celle-ci.

Pour les militants LGBT+ et défenseurs du mariage pour toutes et tous, le combat contre les conservateurs divers est d'autant plus légitime depuis le 4 mai 2020, lorsque le pape démissionnaire Benoît XVI a comparé le mariage gay à "l'antéchrist", à savoir à ce qui viendra prêcher l'hostilité à l'égard de la religion catholique avant l'Apocalypse. En fait, ces lois relatives au mariage, pour les personnes LGBT+ qui les défendent, doivent marquer l'histoire, parfois au prix de

¹³ Propos notamment prononcés par le député Nicolas Dhuicq durant les discussions parlementaires françaises de novembre 2012 relatives au projet de loi sur la lutte contre le terrorisme. Il ajoute : "Le terroriste a un défaut : il n'a jamais rencontré l'autorité paternelle."

disputes politiques particulièrement houleuses, leur apportant une visibilité politique qui n'est pas négligeable. C'est une étape nécessaire de banalisation avant de pouvoir entreprendre d'autres luttes relatives à la reconnaissance des personnes LGBTQ+, comme le droit à l'accès à la PMA pour toutes (procréation médicalement assistée) ou encore les questions relatives à l'état-civil des personnes transgenres. C'est en ce sens que le Premier ministre luxembourgeois revendique de temps à autres son mariage avec son époux. Pareillement, aux États-Unis, depuis la décision fédérale de la Cour suprême du pays relative au mariage entre personnes de même sexe en 2015, il apparaît assez clairement que le paysage politique, pour les candidats LGBTQ+, est bien plus accessible. Le populaire Pete Buttigieg, première personnalité politique d'envergure ouvertement homosexuelle et candidate à la primaire du parti démocrate, avant son abandon au profit du candidat Joe Biden, le démontre bien. Depuis, bien des proches de Buttigieg, parfois LGBTQ+ eux-mêmes et elles-mêmes, militent pour que ce dernier puisse jouer un rôle essentiel dans l'équipe de campagne de Biden et, au-delà, à la présidence des États-Unis s'il advenait que celui-ci soit élu président en novembre 2020.

III - L'ENGAGEMENT POLITIQUE LGBT+ : DES MOTIFS COMMUNAUTAIRES ?

A. La permanence du défi de la visibilité au sein de sociétés de traditions

En Occident, la perception des discriminations semble assez unanimement partagée par les personnes LGBT+. Bien souvent, elle implique en effet les acteurs religieux traditionnels, à savoir les représentants des cultes et les fidèles. De manière régulière, il s'agit des tenants des cultes monothéistes, qui ont fait à nouveau surface au cours des débats sur le droit au mariage et ont tenté, avec des succès plus ou moins avérés selon les sociétés nationales étudiées, de retrouver à cette occasion leur place d'antan dans le domaine public. Dans ce cadre, l'obstacle à dépasser est, nettement, celui du désamour entre fait religieux et tenants de l'affirmation d'une identité sexuelle minoritaire. C'est effectivement à indiquer : pour bien des tenants de la défense des droits des personnes LGBT+, les religions invoqueraient une norme, la leur, et ne supporteraient pas ce qui en diffère. En bref, religions et pratiques religieuses exerceraient une pression néfaste sur la construction identitaire de nombreux individus en recherche de sens, d'acceptation de ce qu'ils sont et d'émancipation individuelle. S'il est en effet un sentiment qui semble dominer au sein des communautés LGBT+ occidentales, c'est celui de voir les religions monopoliser l'espace public par le poids des tabous, et par la manière dont lesdits tabous se transmettent, au sein des familles, génération après génération. Pourtant, pour les personnes LGBT+ engagées, les libertés individuelles nouvelles ont été acquises chèrement, et rien ne compte peut-être plus que leur nécessité de protection vis-à-vis des acteurs religieux.

Au-delà donc de motifs purement et simplement communautaires à l'engagement d'individus LGBT+ en politique, l'enjeu pour le personnel politique LGBT+ international est multiple. Puisque la haine et le rejet de l'homosexualité continuent de blesser et de tuer, puisque cela prend place au sein de la sphère privée comme publique ; puisque la violence contre des identités assignées par nécessité électorale paraît parfois folle, puisque cette dernière heurte ; puisqu'il s'agit de défendre la vision selon laquelle la parole homophobe n'est pas une idée ou une opinion mais bien un délit ; puisqu'il ne semble pas acceptable que le taux de suicide chez les jeunes homosexuels soit bien plus élevé que chez les jeunes hétérosexuels ; puisqu'il s'agit de répéter que l'homosexualité ne relève ni d'un choix ni d'une pathologie, enfin puisqu'elle peut même constituer l'essence d'un

être humain ; une forme parfaite d'égalité des droits ainsi que la reconnaissance de la somme d'identités et de singularités sexuelles sont ce vers quoi toutes sociétés doivent tendre. Additionnés, les deux objectifs susdits, propres respectivement aux tenants de l'*universalisme* et à ceux de l'*intégralisme* LGBTQ+, ne sont en fait pas antinomiques. Ainsi, quand en mars 2015 aux États-Unis, un projet de loi fédéral californien, aussi marginal puisse-t-il paraître, s'avère désireux de légaliser l'assassinat des personnes LGBTQ+, ces dernières ainsi que le personnel politique LGBTQ+ états-uniens y voient une justification évidente de leur engagement, quelle que soit la manière dont celui-ci s'exprime.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les combats que les personnes LGBTQ+ mènent en faveur de droits nouveaux, comme peut l'être, ici et là en Europe, celui en faveur de l'accès à la PMA pour les couples de femmes. En effet, que les différents gouvernements ne prévoient aucun élargissement au dispositif leur paraît fréquemment réactionnaire et lesbophobe, ce qui leur paraît d'autant plus exact dès lors que les mêmes gouvernements, quand ils réfléchissent à une potentielle légalisation, l'imaginent avec des conditions que les personnes LGBTQ+ et leurs représentants politiques jugent discriminantes : obligation de la mention d'un don de sperme sur l'état-civil (ce qui n'est pas le cas pour les couples hétérosexuels ayant recours à la PMA), assujettissement civil du couple au donneur... En bref, s'il s'agit non seulement ici d'un processus de différenciation, consacrée par la loi, entre le couple homosexuel et le couple hétérosexuel, il s'agit aussi, et tout aussi explicitement, d'un *distinguo* net opéré entre la femme et l'homme. Ainsi, à cet égard, la bataille politique au sein des sociétés occidentales est parfois double, et provoque donc une certaine convergence des luttes. En effet, si elle concerne non seulement directement les personnes LGBTQ+ et leurs droits, elle implique en sus le droit des femmes et l'enjeu de l'égalité entre les sexes.

A dessein d'illustration, un autre exemple de combat à mener pour la visibilité des personnes LGBTQ+ au sein des sociétés occidentales, et au-delà de la seule représentativité politique, est celui enclenché en Ecosse en 2018. Cette année-là, la nation est en effet devenue la première au monde à intégrer, dans l'élaboration des programmes scolaires dont elle a la compétence, l'histoire des droits LGBTQ+, politiquement animée par la lutte contre les violences homophobes et transphobes.

B. L'exemple tchétchène qui préoccupe les occidentaux

Au début de l'année 2017, la presse internationale fait mention de camps de travail et de concentration où, dans la république constitutive de Tchétchénie en Russie, les personnes LGBT+ seraient persécutées mais aussi exécutées pour leur homosexualité supposée.

Certains titres de presse annoncent même qu'il serait alors prévu, par son président Ramzan Kadyrov d'ici le 26 mai de la même année, pour le début du Ramadan, que toutes les personnes LGBT+ présentes dans la république soient exterminées, en toute impunité et aux portes de l'Europe. A l'époque, un porte-parole de la présidence tchétchène déclare même : "Il n'y a pas d'homosexuels en Tchétchénie, alors comment réprimer des gens qui n'existent pas ? Si des cas se manifestaient, (...) leurs proches s'arrangeraient pour les envoyer dans ces endroits d'où l'on ne revient jamais."

La réaction des personnes LGBT+ et du personnel politique LGBT+, partout en Occident, est unanime : c'est l'effroi qui prévaut, et nombreuses sont les personnes LGBT+ qui pensent alors que le pire réside peut-être en fait plus dans le silence assourdissant d'une communauté internationale qui regarde avec distance mais n'intervient pas, plutôt que dans les purges elles-mêmes. Il y a une question que plusieurs d'entre ils et elles posent alors de manière récurrente : est-ce par choix, par impuissance, ou parce qu'il s'agit d'homosexuels, c'est-à-dire d'individus auxquels il est plus difficile de s'identifier ?

Au cours de la même année 2017 et en réponse au constat selon lequel la situation ne s'arrangeait pas mais empirait, des associations de défense des droits LGBT+ font alors savoir, ici et là dans les sociétés occidentales, qu'elles ont urgemment besoin de volontaires pour héberger certains exfiltrés, à savoir les réfugiés homosexuels tchétchènes persécutés. Bien des représentants du personnel politique LGBT+ occidental font alors savoir combien, selon eux, l'État ne prend pas sa juste part de responsabilité. Ainsi et par exemple, pendant la dernière campagne présidentielle française, l'association SOS homophobie interpelle les candidats pour qu'ils prennent position à ce sujet : "La politique étrangère étant l'un des domaines d'action réservés du président de la République, nous souhaitons que les candidat.e.s à la plus haute fonction électorale s'engagent clairement pour lutter contre les LGBT-phobies et défendre les droits humains au niveau international." Au cours de l'année 2017, ce sont plusieurs associations occidentales de défense des

droits des personnes LGBT+ qui décident de porter plainte devant la Cour pénale internationale de La Haye, pour génocide à l'égard des personnes LGBT+.

C. Entretiens : pistes de réflexion et prospective

Les présents entretiens ont pour vocation d'enrichir et approfondir la réflexion, et sont donc animés par le souci de donner la parole aux acteurs de la société française, à savoir à une personnalité politique ainsi qu'à une personnalité associative. Aussi et du fait de la pandémie de Covid-19 actuelle, les entretiens ci-après ont été réalisés par téléphone.

1. Pierre Karleskind, eurodéputé français

Pierre Karleskind, eurodéputé français, a accepté de témoigner. Président de la commission Pêche, il est aussi membre de l'Intergroupe LGBT du Parlement européen, forum parlementaire informel aspirant à protéger et faire avancer les droits fondamentaux des personnes LGBT+ au sein de l'UE. Les identités civiles des individus parfois évoquées n'ayant pas vocation à se trouver dans le papier, le corps de l'entretien a été modifié à la marge pour qu'elles n'y apparaissent pas.

"Au Parlement, on fait l'expérience de grands mélanges, et donc on se fait des blagues du style :

"Ah ! Tu as trouvé un assistant hétéro ?""

Homosexualité et Parlement européen : que peut-on en dire ?

Pierre Karleskind : Au Parlement européen, la question [ndlr : de l'appartenance à une minorité sexuelle] n'est pas un non-sujet. Pour autant c'est un lieu de travail suffisamment multiculturel, et intéressant en ce sens. En fait, gay ou lesbienne, tout le monde s'en tape. Les gens qui y exercent en parlent ou non, même s'il faut bien dire que du côté des bancs de nos collègues conservateurs, on n'en parle sans doute pas facilement. Mais dans les relations de travail, cela n'a pas la moindre espèce d'importance.

Au Parlement, on fait l'expérience de grands mélanges, et donc on se fait des blagues du style : "Ah ! Tu as trouvé un assistant hétéro ?"

Cela n'a donc jamais la moindre espèce d'importance ?

Pierre Karleskind : Une illustration sur les personnes transgenres me donne tort : il y a une personne élue au Parlement européen dont on sait qu'elle est transgenre. S'il n'est franchement pas certain que cela change d'une manière ou d'une autre le boulot qu'elle fournit, il est clair que ça fait parler. Moi, ce qui m'étonne encore, c'est l'idée selon laquelle l'homosexualité [ndlr : *ou autre appartenance sexuelle minoritaire*], relèverait forcément de la vie privée, alors que l'hétérosexualité est parfaitement publique ! Mais cette personne, elle est transgenre et on entend dans toutes les conversations ou presque : "Ah, tu sais que cette personne est trans", comme si cela avait la moindre espèce d'importance !

Aussi au sein du Parlement, il y a un organe, c'est la Conférence des présidents [ndlr : *de commissions et groupes politiques*]. L'un de ses membres les plus éminents a des propos qui relèvent sans cesse de la caricature. Membre du PPE [ndlr : *Parti populaire européen*], il est très à droite de celui-ci. Dans chacune de ses interventions ou presque, il est capable d'avoir des propos machistes et misogynes vis-à-vis des collègues femmes. Ainsi, il y a une collègue à l'égard de laquelle il a toujours un mot... Il l'appelle "l'Enfant terrible du Parlement", alors que lorsqu'il s'adresse à des collègues hommes, c'est toujours "Président machin", "Président truc".

Faisons un léger exercice de prospective : qu'en serait-il par exemple, pour la première puissance mondiale états-unienne comme pour ses relations diplomatiques, d'un président états-unien ouvertement homosexuel ?

Pierre Karleskind : Je crois que cela va arriver. Ce pays est capable du pire comme du meilleur : à George W. Bush a succédé Barack Obama, et à ce dernier a succédé Donald Trump. Des États-Unis peut émerger le meilleur... On entend dire de Barack Obama qu'il fut le dernier président noir des États-Unis, non pas parce qu'il serait littéralement le dernier, mais parce que depuis, et désormais, tout le monde se foutait de la couleur de la peau du candidat à la présidence. Je crois que ce serait la même chose [ndlr : *vis-à-vis de l'homosexualité*] : une sorte de droit à l'indifférence primerait.

Est-ce que cela aurait pour autant un impact en matière de relations diplomatiques ? La question est intéressante. Je me souviens de ce que nous avait dit un ambassadeur qui avait donné une conférence alors que j'étais encore étudiant. Il nous disait de la diplomatie qu'elle ne relevait pas de la morale, qu'il n'y avait pas de bien ou de mal dans cette discipline. En fait c'est de la *realpolitik*, et les interlocuteurs se foutent de qui nous sommes. Comment sinon est-ce que Hillary Clinton secrétaire d'État aurait-elle négocié avec les puissances qui ne consacrent pas de droits basiques aux femmes ? La réalité ici, c'est que l'interlocuteur diplomatique n'est quasiment plus un individu : il est ce qu'il représente et c'est pour cela que ça ne doit pas avoir, en tout cas pas fondamentalement, d'impact.

Alors homosexualité et diplomatie : quelles incidences ?

Pierre Karleskind : Quelque chose que je trouve intéressant, à propos du personnel diplomatique français mais aussi international, c'est qu'on y trouve une proportion importante de personnes homosexuelles. Je crois que c'est parce que pour avoir une carrière diplomatique, il faut changer de pays tous les 3 ans, et que si l'on veut rester marié et pouvoir s'occuper de ses enfants, il s'agit de mettre fin à sa carrière diplomatique. Or, en tout cas jusqu'à présent, les hétéros ont plus d'enfants que les homos ! Il y a un vrai écrémage, et ça n'est pas en petite proportion.

En fait, la diplomatie entre États se fait en grande partie, dans le monde, par le biais de personnes homosexuelles. Pour avoir une carrière, ne pas avoir d'enfants semble plus pratique !

2. Bruno Gonidou, délégué SOS Homophobie Bretagne

Bruno Gonidou, délégué SOS Homophobie Bretagne, a également accepté de témoigner. Créée en 1994, l'association SOS Homophobie a pour objet la lutte contre les actes homophobes et transphobes en France, mais aussi la lutte en faveur de la reconnaissance et de l'avancée des droits des personnes LGBT+.

*"S'affirmer LGBT+ et être, par exemple, chef de gouvernement, c'est un message d'espoir pour beaucoup de gays ou de lesbiennes. C'est dire :
"Quelle que soit ton orientation sexuelle, c'est possible.""*

Imaginons un leader ouvertement homosexuel, où que ce soit sur la planète : cela a-t-il un impact quelconque, sur quoi que ce soit ?

Bruno Gonidou : L'impact qu'ont les dirigeants et dirigeantes LGBT+ est bien réel, parce qu'il casse notamment les codes de l'homme politique blanc et hétérosexuel. S'affirmer LGBT+ et être, par exemple, chef de gouvernement, c'est un message d'espoir pour beaucoup de gays ou de lesbiennes. C'est dire : "Quelle que soit ton orientation sexuelle, c'est possible". C'est un plus, de s'affirmer, car tu sers de modèle et car tu fais gagner en visibilité. L'affirmation est un beau message qui dit : "Je réussis et je vais de l'avant." Beaucoup de jeunes LGBT+ ont besoin de s'identifier, surtout s'ils ont quinze, seize ou dix-sept ans, qu'ils sont isolés et se posent plein de questions. Si tout le monde s'assumait en politique, cela ouvrirait bien des perspectives... C'est en ce sens qu'il est important d'en parler.

En fait il y a deux messages forts : d'abord le fait de s'affirmer ouvertement LGBT+, ensuite le fait d'accéder à la tête de l'État. L'impact qu'ils ont comme individus sur l'égalité des droits, sur la lutte contre les LGBT+phobies est fort, et le message envoyé l'est tout autant.

Faisons un léger exercice de prospective : qu'en serait-il par exemple, pour la première puissance mondiale états-unienne comme pour ses relations diplomatiques, d'un président états-unien ouvertement homosexuel ?

Bruno Gonidou : Si cela n'a pas déjà été le cas... ! Dans un premier temps j'imagine que cela refroidirait les relations avec plusieurs États, ceux du Golfe notamment. Mais cela pourrait aussi constituer un efficace moyen de pression diplomatique des États-Unis, puisque plusieurs États du monde assez dépendants de ceux-ci se verraient forcés de mettre de l'eau dans leur vin. Demain, l'élection d'un président ouvertement gay à la tête des États-Unis ne provoquerait vraisemblablement pas de blocages ou de ruptures diplomatiques, mais une petite période de crispation. Il est difficile d'imaginer une rupture des liens du fait d'un leadership perçu comme LGBT+. En fait, ce serait même une bonne occasion pour faire avancer les droits des personnes LGBT+ dans le monde, une arme supplémentaire et un message symboliquement fort. A la Maison Blanche comme dans les négociations internationales, cela soulèverait un véritable espoir.

Mais tout dépend de l'utilisation politique qui est faite de sa sexualité. L'objectif final, c'est bien qu'on ne mette pas l'accent dessus, qu'on arrive à banaliser cela. Mais encore une fois et si c'était le cas dans une puissance occidentale, le symbole serait fort et l'Arabie Saoudite, par exemple, ne romprait pas tout contact pour autant. L'impact est donc, au moins, symbolique. C'est à l'élu de choisir de faire quelque chose ou non de son homosexualité et de dire "Je ne me résume pas à cela, mais je suis gay, et je veux faire avancer le travail du monde à ce sujet", ou de mettre son orientation sexuelle de côté. Dans tous les cas le symbole demeure : à tous ceux qui galèrent, qui sont persécutés, qui sont rejetés, c'est dire qu'on peut y arriver. Toutefois cela ne constituerait pas non plus une révolution : tout gay qu'il est, le leader des États-Unis n'arrêterait pas pour autant la guerre ! Il s'agit d'opter pour une vision sans cliché : le gay n'est pas toujours gentil.

Homosexualité en matière de relations internationales : y a-t-il un événement contemporain marquant ?

Bruno Gonidou : Lors d'une de ses rencontres avec Mike Pence, vice-président des États-Unis bien connu pour ses positions anti LGBT+, le Premier ministre irlandais Leo Varadkar était venu accompagné de son mari [ndlr : en mars 2019, à l'occasion d'une visite officielle à Washington] et avait déclaré à la presse : "Je suis ici ce matin en tant que dirigeant de mon pays, imparfait et humain, mais jugé pour mes actions politiques et non du fait de mon orientation sexuelle [...] Je ne crois pas que mon pays soit le seul au monde où cela est possible : ça l'est dans tous les pays où la liberté est précieuse."

Je pense aussi au discours du Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel devant les leaders de la Ligue arabe [ndlr : *au sommet de février 2019 au sommet de l'UE et de la Ligue arabe en Égypte, Xavier Bettel revendique son homosexualité et son mariage, et déplore le fait qu'il aurait été condamné à mort s'il avait été le national de l'un des pays représentés ce jour-là*], où il s'était présenté en affirmant son homosexualité. Il y a avait eu un froid glacial dans la pièce, et même si cet outil politique a été mis sur la table dès le départ, les discussions se sont poursuivies.

Xavier Bettel et Leo Varadkar sont en effet des personnalités publiques ouvertement LGBTQ+, même si le premier semble plus militant que le second. Que faut-il savoir de cette affirmation politique de l'identité sexuelle en Europe, par exemple ?

Bruno Gonidou : Quand on observe les leaders européens ouvertement LGBTQ+, ce n'est pas une vision communautariste qu'ils revendiquent, mais bien l'idée selon laquelle leur décision de s'affirmer n'empêche en rien d'être élu et de gérer les affaires. L'idée, c'est de dire qu'on ne mène plus la bonne petite vie hétéro pour faire bien et mener sa carrière ! Et c'est déjà un beau signal de dire : "Je m'affirme, c'est ce que je suis, et je ne me réduis pas à cela." Le but n'est de toute façon pas de voter pour une sexualité quelconque, mais pour un programme. En tout cas c'est sûr : une personnalité politique ouvertement gay ou lesbienne, c'est un énorme symbole et cela suscite de l'espoir quant aux rapports de force potentiels.

En bref, il est bien que l'homme politique affirme son homosexualité ouvertement, mais cela relève de sa décision. Au-delà du choix politique que cela implique, c'est surtout un choix personnel. Mais s'il le fait, cela permet une certaine représentativité, occupe l'espace et banalise l'homosexualité. En fait, je suis partisan de ceux qui s'assument en politique, car c'est un message fort ! Mais il ne nous appartient pas de pousser à l'outing [ndlr : *fait de révéler publiquement et sans son consentement l'homosexualité d'une personne*]. Néanmoins j'encourage, en tout cas dans la mesure du possible, tout le monde à le dire, et dans tous les domaines : politique, sport, presse... Pour faire avancer les choses dans nos sociétés, ce sont une meilleure visibilité et donc une identification possible qui sont nécessaires. C'est l'idéal vers lequel tendre, même si le cheminement est, encore une fois, personnel. En plus, alors que les plus militants ne conçoivent pas l'engagement sans affirmation, d'autres sont homosexuels et engagés, mais ne souhaitent pas mettre leur sexualité en avant. Alors les personnalités politiques LGBTQ+ doivent-elles affirmer leur homosexualité ? Non. Est-ce que j'aimerais qu'elles le fassent ? Oui, je l'aimerais.

Pendant la campagne présidentielle française de 2017, SOS Homophobie a durablement alerté et même interpellé les candidats quant à la situation des personnes LGBT+ tchéchènes. Quels ont été les impacts de cette campagne ?

Bruno Gonidou : Ces campagnes ont un impact si on ne lâche pas la pression. C'est important de mettre devant les yeux des candidats ce qu'il se passe ailleurs, de les pousser à prendre position publiquement. Tu obliges les yeux à s'ouvrir, car sans interrogation un peu forcée ou sollicitation poussée, c'est dur. Mais c'est un combat de tous les jours, de maintenir la pression. Après une campagne de sensibilisation des candidats, il faut vérifier ce qu'ils font une fois élus, et c'est le rôle des associations d'être ce poil à gratter dans la chaussette des hommes et femmes politiques ! C'est toute l'importance des associations : vouloir faire bouger les pouvoirs publics, solliciter pour faire prendre conscience et bousculer un peu, mettre sur la place publique certains sujets et en opérer une sorte de SAV au-delà de la seule prise de conscience, c'est-à-dire l'étude des engagements pris, des fortunes et réussites diverses. Qu'avez-vous fait depuis vos engagements ? Où en est-on ? Quid de ce qui n'a pas été entrepris ? C'est valable pour la Tchétchénie comme pour d'autres thématiques internationales...

Ce sont les pouvoirs publics qui peuvent faire changer les choses. L'association ne peut rien faire sans l'aide des élus et des gouvernements. Il y a donc des questions que je me pose quant à ce type de thématiques : faut-il que le chef d'État opère un laïus auprès de Poutine au Kremlin ? Faut-il que l'on pousse pour qu'il le fasse ? Y a-t-il trop de contrats en jeu pour qu'il se le permette ? Faut-il considérer que ce n'est pas le moment d'en parler ? Où mettre le curseur ? Comment faire pour régler le problème ? Aujourd'hui on parle moins de la Tchétchénie, mais ça n'est pas réglé... Et quid des États où l'on pend les homosexuels ? Là encore on évoque les "contrats" en jeu ? Comment jongler ? Cela n'est pas évident pour le chef d'État, mais peut-on transiger sur les droits humains ? Si oui, jusqu'où... ?

Justement, ne peut-on pas croire qu'il en eût peut-être été autrement s'il y avait eu un candidat ouvertement homosexuel qui s'était pleinement emparé du sujet ? Et s'il s'agissait d'en tirer des enseignements relatifs à l'engagement en politique internationale quand on est une personne LGBT+, lesquels seraient-ils ?

Bruno Gonidou : Si un candidat homosexuel s'en était saisi et en avait fait un point fort de son programme, la cause aurait clairement gagné en visibilité. Là, la sexualité

est importante. S'il ne suffit donc pas d'être LGBT+ pour se saisir d'un problème en politique, c'est vrai qu'on aurait pu aller plus loin si un candidat clairement affirmé avait pris le sujet à bras le corps.

Enfin ces dirigeants et dirigeantes offrent une visibilité, cassent les codes et les préjugés et œuvrent ainsi à une société plus inclusive. Il ne s'agit pas pour autant d'opter pour une vision communautariste des choses... On ne vote ainsi pas pour une candidate parce qu'elle est lesbienne, on vote avant tout pour un programme.

BIBLIOGRAPHIE

AN PHRIOMH-OIFIG STAIRIMH (CENTRAL STATISTICS OFFICE), "Census 2016 Summary Results", 2016, disponible sur

<https://www.cso.ie/en/csolatestnews/presspages/2017/census2016summaryresults-part1/>.

ASSEMBLÉE NATIONALE, "Compte rendu intégral - Troisième séance du mardi 27 novembre 2012", 11/2012, disponible sur http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2012-2013/20130076.asp#INTER_14.

BESPYATOV Tim, Recensement religieux en Serbie, 2011, disponible sur <http://pop-stat.mashke.org/serbia-religion2011.htm>.

Carte interactive des "zones sans LGBT" polonaises, "ATLAS NIENAWISCI (ATLAS OF HATE)", alimentée par des chercheurs et militants et disponible sur <https://atlasnienawisci.pl/>.

DHELLEMMES Gaspard, "Pour les élus gays, 'Delanoë a ouvert la voie'", *L'Obs*, 15/11/2016, disponible sur <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20110630.RUE3125/pour-les-elus-gays-delanoe-a-ouvert-la-voie.html>.

EPSTEIN Reid J. and GABRIEL Trip, "Pete Buttigieg Drops Out of Democratic Presidential Race", *New York Times*, 01/03/2020, disponible sur <https://www.nytimes.com/2020/03/01/us/politics/pete-buttigieg-drops-out.html>.

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS, "Enquête sur les personnes LGBT dans l'UE – Enquête sur les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dans l'Union européenne", 2013, disponible sur https://fra.europa.eu/sites/default/files/eu-lgbt-survey-results-at-a-glance_fr.pdf.

HOLLANDE François, "La tuerie homophobe d'Orlando a frappé l'Amérique et la liberté : la liberté de vivre son orientation sexuelle et de choisir son mode de vie", Facebook et Twitter, 13/06/2016, disponibles sur <https://m.facebook.com/francoishollande.fr/posts/10154308599157502> et sur <https://twitter.com/fhollande/status/742358867372314624>.

ILGA-EUROPE, "Country ranking", 2019, disponible sur <https://rainbow-europe.org/country-ranking>.

LE MONDE, "La Tchétchénie accusée de génocide envers les homosexuels", 16/05/2017, disponible sur https://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/16/des-associations-lgbt-accusent-la-tchetchenie-de-genocide-devant-la-cpi_5128402_3210.html.

L'EXPRESS, "L'UE compte désormais un dirigeant homosexuel marié", 15/05/2015, disponible sur https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/l-ue-compte-desormais-un-dirigeant-homosexuel-marie_1680078.html.

LIBÉRATION, "Les 49 victimes de la tuerie d'Orlando", 06/2016, disponible sur <https://www.liberation.fr/apps/2016/06/victimes-orlando/>.

L'OBS, "Un président américain gay ? La question se pose avec l'ascension de Pete Buttigieg", 18/11/2019, disponible sur <https://www.nouvelobs.com/societe/20191118.AFP8909/un-president-americain-gay-la-question-se-pose-avec-l-ascension-de-pete-buttigieg.html>.

MAILLARD Sébastien, "La France n'a pas d'ambassadeur au Vatican depuis un an", *La Croix*, 28/02/2016, disponible sur <https://www.la-croix.com/Religion/La-France-ambassadeur-Vatican-depuis-2016-02-28-1200743048>.

OUEST FRANCE, "Etats-Unis. Chicago a élu une maire noire et homosexuelle, une première pour la ville", 03/04/2019, disponible sur <https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/etats-unis-chicago-elu-une-maire-noire-et-homosexuelle-une-premiere-pour-la-ville-6291912>.

SHAPIRO Walter, "Win or lose, Pete Buttigieg has made history in the White House race", *The Guardian*, 19/02/2020n disponible sur <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/feb/19/pete-buttigieg-democrats-nevada-us-elections-2020>.

TODD Matthew, *PRIDE - L'histoire du mouvement LGBTQ pour l'égalité*, 2019, éditions Grund, Paris.

VAN DER SCHUEREN Yannick, "Ana Brnabic rejoint le club des dirigeants européens ouvertement gays", *Tribune de Genève*, 16/06/2017, disponible sur <https://www.tdg.ch/monde/ana-brnabic-rejoint-club-dirigeants-europeens-ouvertement-gays/story/10521519>.

VEZARD Frédéric, "Dimanche, 2h30 : un déséquilibré poignarde Delanoë", *Le Parisien*, 07/10/2002, disponible sur

<http://www.leparisien.fr/archives/dimanche-2-h-30-un-desequilibre-poignarde-delanoe-07-10-2002-2003466013.php>.